

Dossier

L'espoir de la vaccination



Centre Hospitalier de Saint-Denis

Groupement Hospitalier de Territoire



Centre Hospitalier de Gonesse



Hôpital Delafontaine

2, rue du Dr Delafontaine - 93 200 Saint-Denis

Tél : 01 42 35 61 40

Hôpital Casanova

11, rue Danielle Casanova - 93 200 Saint-Denis



ch-stdenis.fr



Centre Hospitalier de Saint-Denis



GHT Plaine de France



Centre Hospitalier de Saint-Denis



Centre Hospitalier de **Saint-Denis**



Centre Hospitalier de Gonesse

2, boulevard du 19 mars 1962 - 95 500 Gonesse

Tél : 01 34 53 21 21



hopital-de-gonesse.fr



Hôpital de Gonesse



GHT plaine de France



Centre hospitalier de Gonesse



Centre Hospitalier de **Gonesse**

Edito

Ce mois de mars 2021 a marqué le premier anniversaire de la crise sanitaire dans notre pays. Nous tenons une fois encore à saluer le dévouement de l'ensemble des équipes de nos deux hôpitaux qui depuis 12 mois font preuve de réactivité, de combativité et d'un sens de l'engagement exceptionnel. Cette pandémie démontre tous les jours la capacité de l'hôpital public, parfois décrit comme figé dans ses organisations, à se dépasser pour répondre aux besoins de santé des habitants.

Un an plus tard, les populations de nos territoires comptent à nouveau sur nous pour affronter cette nouvelle « vague ». Avec un peu plus de matériel mais aussi plus de fatigue et de lassitude, nous devons encore nous adapter pour être aux côtés de nos patients et de leurs proches et continuer de faire de notre mieux avec nos forces du moment. C'est une période difficile mais plus que notre devoir c'est notre vocation, notre métier et notre fierté de répondre présents. La courbe ci-dessous rappelle l'ampleur de la vague à laquelle nos équipes ont fait face il y a un an et illustre la croissance des patients COVID que nous subissons depuis plusieurs semaines. Le printemps annonce un nouveau pic de l'épidémie : durant la dernière semaine de mars, plus de 160 lits du GHT étaient occupés par des patients COVID.

Un an plus tard, nous avons appris à vivre avec le Coronavirus, avec les gestes barrières et des semaines rythmées par les cellules de crise permettant d'adapter notre capacité pour prendre en charge les patients COVID tout en maintenant au maximum les lits pour les autres patients. Malgré le contexte, nous nous attachons à poursuivre l'amélioration de l'offre de soins. Nous venons de déménager le service de pédiatrie de Saint-Denis dans un étage totalement rénové améliorant les conditions d'accueil et de prise en charge. A Gonesse, l'extension de l'unité de surveillance neurovasculaire permettra d'accueillir les patients victimes

d'un accident vasculaire cérébral (AVC), auparavant pris en charge au groupement hospitalier Eaubonne-Montmorency (Val-d'Oise). D'ici l'été, nous aurons achevé l'actualisation du projet médical de Saint-Denis et l'élaboration du nouveau projet médical de Gonesse.

Un an plus tard, nous devons répondre à un nouveau défi qui représente le seul espoir de sortir de cette crise mondiale aux conséquences sanitaires, économiques, sociales et psychologiques dramatiques. Cet espoir, c'est celui de la vaccination. Ouverts dès la première semaine de janvier, les centres de vaccination de nos deux établissements avaient effectué au 26 mars plus de 17 000 injections. Cette campagne organisée en fonction des livraisons de vaccins nécessite là encore une forte mobilisation de nombreux personnels que nous remercions pour leur engagement.

Pour pouvoir un jour parler de cette crise au passé, nous appelons toutes les personnes prioritaires dans la stratégie vaccinale à se faire vacciner pour casser la circulation virale, limiter la pression sur les hôpitaux et gagner la course engagée contre le développement de variants. **Nous disposons aujourd'hui de vaccins sûrs et efficaces : saisissons cette chance !**



Jean PINSON
Directeur du Centre Hospitalier de Saint-Denis
Directeur par intérim du Centre Hospitalier de Gonesse

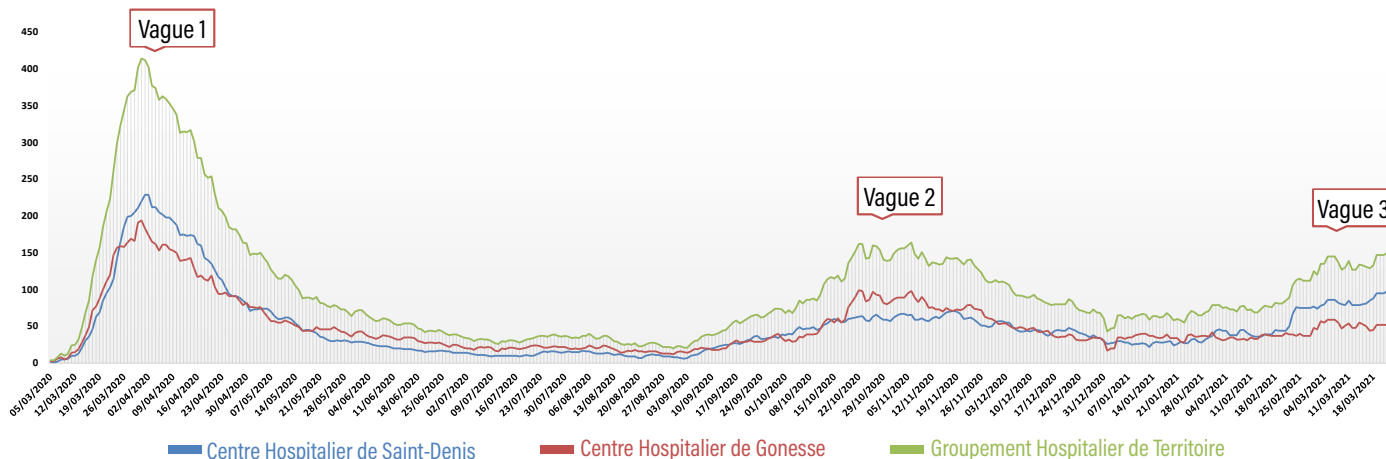


François VENUTOLO
Président du collège médical du GHT Plaine de France
Président de la CME de Gonesse



François LHOTE
Président de la CME de Saint-Denis

PATIENTS ATTEINTS DE LA COVID-19 HOSPITALISÉS AU GHT



ENSEMBLE

Publication interne du Groupement Hospitalier de Territoire Plaine de France :

Centre Hospitalier de Saint-Denis 2, rue du Dr Delafontaine
93 200 Saint-Denis

Centre Hospitalier de Gonesse
2, boulevard du 19 mars 1962
95 500 Gonesse

Directeur de la publication : Jean PINSON

Directeur de la rédaction : Romain ESKENAZI

Comité de rédaction : Romain ESKENAZI, Hélène THIN

Conception-réalisation : Marc BOULENAZ

Photographies : Marc BOULENAZ

Impression : service interne de reprographie du GHT Plaine de France

Tirage : 2000 exemplaires

Dépôt légal : mars 2021

Les articles publiés dans le magazine

ENSEMBLE

ne peuvent être reproduits sans l'autorisation expresse de la rédaction.

Contact : romain.eskenazi@gmail.com

Sommaire

04 | Nos Actus

06 | Grand angle

Dossier COVID-19 : l'espoir de la vaccination

10 | Droits des femmes

12 | Prise en charge du cancer au GHT

14 | Services en action

16 | Coup de projecteur

18 | Nos centres de formation

19 | Offres d'emploi

Pédiatrie / Pédopsychiatrie

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et l'AVVEJ Rencontre 93 renouvellent leur partenariat

Le 16 décembre 2020, l'Association Vers la Vie pour l'Éducation des Jeunes (AVVEJ) Rencontre 93 et le Centre Hospitalier de Saint-Denis ont renouvelé leur convention de partenariat, initiée en 2018.



De gauche à droite :
Yohann MOURIER (Directeur délégué Adjoint du Centre Hospitalier de Saint-Denis)
Norbert GIULIANI (Directeur de l'AVVEJ Rencontre 93)
Dr Jean-Pierre BENOIT (Chef de Pôle Pédopsychiatrie-Addictologie du Centre Hospitalier de Saint-Denis)

Association de protection de l'enfance, d'action éducative et sociale reconnue d'utilité publique depuis 1965, l'AVVEJ intervient auprès de mineurs, d'adultes et de familles en difficulté.

Elle est habilitée par les Conseils départementaux d'Ile-de-France, le Ministère de la Justice, des Solidarités et de la Santé. Son action s'appuie sur son expertise conjugée à son expérience de terrain.

Financé par l'AVVEJ Rencontre 93, le partenariat répond à un double objectif :

- Participation de professionnels – psychologue et psychiatre – de la Maison des adolescents de l'hôpital de Saint-Denis aux temps de synthèse des équipes éducatives de Rencontre 93 afin d'apporter un appui clinique dans le cadre de situations dites complexes. Cette collaboration favorise une connaissance mutuelle des dispositifs de chacune des parties : protection de l'enfance d'une part ; psychiatrie / pédopsychiatrie d'autre part.
- Offrir un temps de vacation de pédiatre au bénéfice de Rencontre 93 en vue d'élaborer conjointement un projet d'aide à l'intégration (PAI) et de mettre en œuvre un plan de prévention s'adressant aux mineurs non émancipés accueillis au sein de la structure. Ce temps de vacation doit également faciliter le développement du réseau des acteurs de la petite enfance.

Le partenariat entre Rencontre 93 et l'hôpital de Saint-Denis a vocation à se renforcer davantage encore dans les prochaines années pour répondre aux besoins du territoire, en poursuivant les actions entreprises depuis trois ans et en soutenant l'émergence de nouveaux projets communs.

Ville - Hôpital

La ville de Saint-Denis mobilisée aux côtés de l'hôpital face à la pandémie de COVID-19

Face à l'afflux de patients COVID à l'hôpital, la municipalité de Saint-Denis a mis en place à l'automne dernier un dispositif dédié à l'accueil de patients non COVID en fin de soins dont l'état nécessitait un suivi médical. L'objectif était de désengorger le Centre Hospitalier en libérant des lits au profit de patients COVID. Demeure d'exception du XIXe siècle qui d'ordinaire accueille des événements, l'auberge municipale s'est transformée durant 2 mois en structure médicale.

Les premiers patients ont été pris en charge le 9 novembre 2020.

Le dispositif a accueilli au total 5 patients de l'hôpital et permis ainsi un gain de 30 séjours hospitaliers.

La Direction du Centre Hospitalier de Saint-Denis salue cette initiative solidaire offrant une alternative face au risque de saturation des établissements de santé et constituant un symbole fort du lien ville-hôpital.

Depuis le 18 janvier dernier, l'auberge municipale tient lieu de centre de vaccination COVID, parallèlement à celui de l'hôpital de Saint-Denis.



L'auberge municipale de Saint-Denis

Psychiatrie adulte

Le Centre Hospitalier de Gonesse recherche des familles d'accueil



Le Centre Hospitalier de Gonesse recherche des familles d'accueil à proximité de Gonesse (départements 95 et 93), pour son service d'Accueil Familial Thérapeutique spécialisé en psychiatrie adulte. La rémunération proposée est d'environ 30 000 € brut par an avec droits aux congés payés.

Le titulaire du contrat devra impérativement être titulaire du permis de conduire et disposer d'une chambre pour le patient. L'accueillant travaillera en étroite collaboration avec une équipe pluridisciplinaire et bénéficiera de formations.

Pour tout renseignement, contactez le secrétariat de l'AFT au 01.34.53.20.89 ou par mail (aft@ch-gonesse.fr).

Adressez votre CV et une lettre de motivation à :

Centre Hospitalier de Gonesse
2 boulevard du 19 Mars 1962 - 95500 Gonesse
aft@ch-gonesse.fr

Patrimoine : vente de pavillons

Le Centre Hospitalier procèdera, dès le mois d'avril 2021, à la mise en vente de 6 pavillons situés Chemin de Fontenay à Gonesse, constituée des lots suivants :

- **lot n° 2** : pavillon de 6 pièces, 143 m² surface habitable, 1 836 m² terrain
- **lot n° 4** : pavillon de 5 pièces, 97 m² surface habitable, 1 157 m² terrain
- **lot n° 6** : pavillon de 5 pièces, 97 m² surface habitable, 1 094 m² terrain
- **lot n° 8** : pavillon de 5 pièces, 97 m² surface habitable, 1 140 m² terrain
- **lot n° 10** : pavillon de 5 pièces, 97 m² surface habitable, 1 254 m² terrain
- **lot n° 16** : pavillon jumelé de 5 pièces, 123 m² surface habitable, 729 m² terrain

Une commission de « cession de biens immobiliers » attribuera les lots selon les critères suivants :

- priorisation aux personnels du Centre Hospitalier,
- prix proposé,
- capacités de financement de l'acquisition,
- compatibilité des projets avec l'activité du Centre Hospitalier,
- adéquation avec d'autres objectifs d'intérêt général.

La commercialisation est confiée à deux agences immobilières :

- **Stéphane PLAZA Immobilier** à Arnouville – tél : 01 39 87 55 76
- **Agence du Village à Sarcelles** – tél : 01 39 90 49 77



lot n° 2



lot n° 4



lot n° 6



lot n° 8



lot n° 10



lot n° 16

La rentrée de janvier 2021 a été marquée par un espoir dans la lutte contre la COVID-19. Le nombre de malades du Coronavirus plafonne dans les services de soins et le lancement de la campagne de vaccination nous permet enfin d'envisager une sortie de crise. Dès la semaine du 6 janvier, les centres de vaccination des hôpitaux de Saint-Denis et Gonesse ont démarré la vaccination pour les publics prioritaires. Un défi de taille pour les équipes médicales, paramédicales, logistiques, techniques et administratives. Le 26 mars, plus de 17 000 injections ont été effectuées sur les deux hôpitaux.

Centres de vaccination des hôpitaux de Saint-Denis et Gonesse : **Réservez sur Doctolib.fr**

ou 01 42 35 60 90 (Saint-Denis) et 01 82 32 05 96 (Gonesse)

Plages de rendez-vous ouvertes en fonction des stocks de vaccins livrés



Visite du Préfet AMAURY de Saint-Quentin, de la députée Zivka PARK et la déléguée départementale de l'ARS 95 Anne CARLI au Centre de vaccination de Gonesse



Visite du centre de vaccination de l'hôpital Casanova de Saint-Denis par Sylvaine GAULARD, déléguée départementale de l'ARS 93



Visite de Jean-Pierre BLAZY, Président du Conseil de surveillance au centre de vaccination de Gonesse



Visite de Mathieu HANOTIN, Président du Conseil de surveillance et Katy BONTINK, 1^{ère} adjointe au maire, au centre de vaccination de Saint-Denis



Vaccination à l'EHPAD de Gonesse



10 000^{ème} vaccination au centre hospitalier de Saint-Denis sous les applaudissements des équipes.

l'espoir de la vaccination AGrand Angle

AstraZeneca :

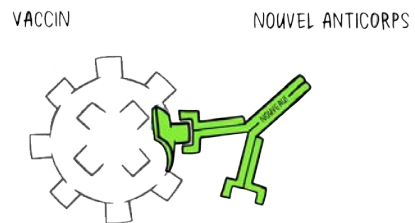
Un vaccin « sûr et efficace » selon l'Agence Européenne du médicament.

Après 4 jours de suspension par mesure de précaution, les injections avec le vaccin AstraZeneca ont repris sur le territoire national. Le message de médecins des hôpitaux de Saint-Denis et Gonesse :

L'état des connaissances est en évolution constante et les données sont vouées à s'affiner avec le temps. L'arrivée de nouvelles informations entraîne une adaptation continue des stratégies vaccinales et des indications. **Seule une baisse la plus rapide possible de la circulation virale, grâce à une immunité collective**, nous permettra enfin de sortir de cette pandémie mondiale aux conséquences sanitaires, économiques, sociales et psychologiques désastreuses. Les vaccins représentent le moyen le plus efficace pour parvenir à cette immunité. Des pays ont déjà montré l'exemple. Nous disposons de suffisamment de recul pour affirmer avec force que la balance bénéfice-risque des vaccins actuellement disponibles - dont l'AstraZeneca - est très nettement favorable. C'est ce que confirment les sociétés savantes du monde entier : Organisation Mondiale de la Santé, Haute Autorité de Santé, sociétés savantes d'infectiologie en France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis (Centers for Disease Control and Prevention). **Le meilleur vaccin est celui que l'on peut recevoir au plus tôt.**

Le principe du vaccin AstraZeneca

Testé sur 24 000 personnes avant mise sur le marché, le vaccin AstraZeneca développé avec l'université d'Oxford contient des particules d'adénovirus inoffensives pour l'humain, modifiées pour exprimer la protéine de surface du SARS-CoV-2. **Il permet à notre organisme d'apprendre à fabriquer un anticorps spécifique.** Si notre système rencontre par la suite le véritable antigène contenu dans le Coronavirus, il saura alors le neutraliser.



L'efficacité du vaccin AstraZeneca

Les premières études concluaient à une efficacité entre 70% et 82% chez les moins de 65 ans après les deux doses dans la prévention des formes symptomatiques de Covid, et de 70% d'efficacité dès la première injection. L'efficacité du vaccin, qui désormais est administré à plusieurs dizaines de millions de personnes dans le monde, a été réévaluée à 76% dans la prévention des formes symptomatiques de Covid et près de **100% contre les formes graves ; ceci quel que soit l'âge.** Enfin, la chute de l'épidémie au Royaume-Uni semble confirmer l'efficacité de l'AstraZeneca contre la transmission du virus.

L'OMS a recommandé la vaccination AstraZeneca, y compris chez les plus de 65 ans résidant dans les pays dans lesquels émergent des variants, bien que les études soient en cours pour mesurer l'efficacité de ce vaccin sur cette population et l'ensemble des variants.

Les effets secondaires

Réactogénicité (une personne sur deux) : Le vaccin occasionne des **effets secondaires fréquents (environ 50%)** et non graves pendant moins de 5 jours tels que fatigue, maux de tête, frissons, rougeur au point d'injection et fièvre (pour 10% des cas). Ces effets sont moins fréquents lors de la seconde injection. **Risque de thrombose (1 cas sur un million) :** Aucun effet indésirable grave n'avait été observé dans les études avec plus de 6 mois de recul (à noter que dans l'histoire de la vaccination, aucun effet secondaire n'a été observé plus de 3 mois après un vaccin). Tout médicament fait l'objet d'une surveillance rapprochée une fois sa mise sur le marché autorisée, afin d'identifier d'éventuels effets secondaires trop rares pour pouvoir avoir été détectés lors des études préalables. La vaccination par AstraZeneca chez plus de 20 millions de personnes en Europe a ainsi révélé un possible risque de **thrombose grave (fréquence d'environ 1 sur un million)**, non démontré dans les études dont le nombre de personnes incluses était largement inférieur. Ces événements exceptionnels, mais potentiellement graves, constatés chez des personnes de **moins de 55 ans** et dans les **14 jours** suivant la vaccination, ont justifié la position prudente de la HAS en date du 19 mars 2021 ; ce d'autant que des alternatives sont possibles pour les moins de 55 ans (sauf risque d'allergie importante). D'autres pays, dont le Royaume-Uni, poursuivent la vaccination par AstraZeneca quel que soit l'âge, au regard du rapport bénéfice /risque demeurant très largement favorable.

Quid de la deuxième dose chez les personnes de moins de 55 ans ? Cette question est actuellement en cours d'étude par la Haute Autorité de Santé, qui apportera une réponse avant la date des premiers rappels en France. Plusieurs études en cours portent notamment sur la possibilité d'un rappel par un autre vaccin. Vous serez tenus informés.

Pour vous protéger et protéger vos proches, un seul moyen : vaccinez-vous !



Yohann MOURIER et Jérôme SONTAG, respectivement directeurs délégués des hôpitaux de Saint-Denis et Gonesse, vaccinés avec le vaccin AstraZeneca.

« Les hôpitaux du GHT Plaine de France se sont mis en ordre de bataille pour ouvrir dès la semaine du 6 janvier des centres de vaccination. La mise en place d'un tel dispositif en un temps extrêmement court a nécessité la mobilisation et la coordination de nombreux acteurs dans un contexte très contraint. L'objectif : accompagner la stratégie vaccinale nationale et endiguer la propagation du virus sur un territoire où le taux d'incidence est l'un des plus élevés en France. Des locaux dédiés ont été attribués et des aménagements réalisés pour recevoir le public dans les meilleures conditions. Des circuits ont été définis pour fluidifier les parcours tout en respectant les gestes barrières. Des médecins, des infirmiers et des aides-soignants des différentes unités des hôpitaux ainsi que quelques retraités ont répondu à notre appel sur la base du volontariat pour participer au pied levé à la campagne de vaccination. »

« Nous tenons à adresser nos sincères remerciements à l'ensemble des équipes mobilisées. »



« La pharmacie a un rôle central à l'hôpital : nous gérons l'approvisionnement, la préparation, le contrôle, la gestion, la détention et la dispensation des médicaments ainsi que la stérilisation. En plus de nos missions, nos équipes sont pleinement mobilisées depuis plusieurs semaines dans la campagne de vaccination. L'hôpital de Gonesse est centre congélateur pour les vaccins Pfizer comme 8 autres établissements en Ile-de-France. Nous avons donc été livrés de congélateurs à - 80° permettant la conservation de ces vaccins et nous avons en charge la gestion des stocks et la ventilation des doses pour 3 hôpitaux et 7 centres de vaccination municipaux sur la base de dotations fixées par l'ARS. Ce sont ces dotations qui définissent les ouvertures de plages de rendez-vous dans les centres de vaccination d'où l'importance d'une bonne communication avec les centres. La gestion de 2 autres vaccins avec des modes de conservation différents, les retards de livraison ou à l'inverse les livraisons importantes et soudaines complexifient la logistique. Malgré la pression, les équipes de la pharmacie de Gonesse ont su répondre au défi et assuré les approvisionnements aussi bien pour l'hôpital que pour les centres partenaires. »



Vincent DI MARCO,
Chef de pôle
médicotechnique à
l'hôpital de Gonesse



Stéphanie DUPONT,
Référénte paramédicale de la cellule de
supervision du centre de vaccination de
l'hôpital de Saint-Denis

« L'enjeu de cette 3^{ème} vague est de conjuguer les renforts en personnels pour la prise en charge des patients Covid+ dans les unités de soins tout en permettant simultanément une montée en charge de la vaccination et la poursuite de nos autres activités hospitalières relevant de notre mission de service public mais restant un défi au quotidien. S'agissant du centre de vaccination, notre plus grande réussite réside dans notre capacité à nous être mobilisés en un minimum de temps, malgré un maximum de contraintes. Grâce aux bonnes volontés et aux capacités d'adaptation extraordinaires de notre personnel, nous avons réussi à déplacer des montagnes. »





Fabrice CIANNI (à droite), Directeur des Systèmes d'Information du GHT Plaine de France avec ses équipes au centre de vaccination

« Le lancement de la campagne de vaccination a représenté un défi à plusieurs titres pour les équipes de la DSI. En quelques jours, il a fallu tout d'abord équiper les centres en matériel informatique connecté au réseau. Chaque centre devant remonter ses vaccinations à l'assurance maladie sur un site dédié, il a fallu doter les PC de lecteurs de Carte de Professionnel de Santé (CPS) et accompagner les médecins qui n'étaient pas tous munis de cette carte. Mais l'outil mis en place en trois jours par l'assurance maladie n'était rapidement plus opérationnel devant le nombre très important de connexions. Nous avons donc dû mettre en place un mode dégradé le temps que la solution simple et intuitive soit de nouveau opérationnelle. Nous avons également déployé en un temps record l'outil de réservation en ligne Doctolib facilitant les réservations pour les usagers et la gestion des rendez-vous pour l'hôpital. La plateforme est en constante évolution pour répondre aux décisions de l'Etat sur les publics cibles qui évoluent régulièrement. Ces nouveaux outils ont impliqué un temps de formation par nos équipes que je remercie pour leur mobilisation indispensable à la réussite de cette campagne à Saint-Denis et Gonesse. »



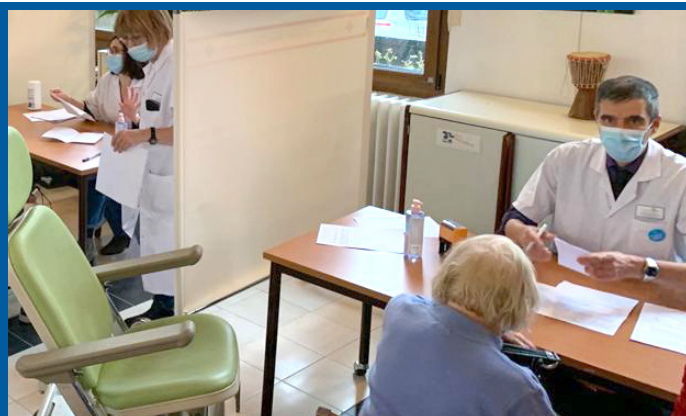
Léa VIOSSAT, Directrice référence de la vaccination du GHT, **Dounia LABHIRI** (Saint-Denis) et **Béatrice HIVERT** (Gonesse), référentes administratives des centres de vaccination

« L'activité des centres de vaccination est directement conditionnée par l'état des stocks de vaccins sur lequel nous avons une faible visibilité. Nous devons faire preuve d'une grande réactivité pour adapter la gestion du personnel affecté à la vaccination et l'ouverture des plages de rendez-vous (Doctolib et téléphone) en fonction des livraisons de vaccins et de l'évolution des publics prioritaires. »



Hemza BELARBI (Gonesse) et **Christophe BOVIN** (Saint-Denis), responsables des services sécurité

« Depuis un an, en plus de nos missions courantes, nos équipes assurent le filtrage aux entrées des hôpitaux pour réguler les visites qui sont limitées en cette période de crise sanitaire. Depuis début janvier, l'ouverture des centres de vaccination implique l'accueil de nouveaux publics à l'hôpital. La régulation des flux parfois très importants, le respect de la distanciation physique et la gestion des mécontentements qui s'expriment parfois lorsque les personnes ayant pris rendez-vous ne figurent pas dans la liste des publics prioritaires, constituent de nouvelles missions pour nos équipes. »



Consultations pré-vaccinales, supervision, surveillances post-vaccinales : l'implication des médecins du GHT, dont la présence est organisée par **Céline OUAMBA-AWOLA** (Saint-Denis) et **Véronique CHOUISSA** (Gonesse), est indispensable au fonctionnement des centres de vaccination. **Dr Isabelle AMOURA** (Gonesse) et **Dr Quentin BOUGAULT** assurent la coordination médicale des centres.

Gonesse

Les actions du groupe de travail « violences faites aux femmes » (VFF)

Depuis janvier 2020, un groupe de travail interprofessionnel « violences faites aux femmes » (VFF) a été créé à l'hôpital de Gonesse et se réunit régulièrement pour mettre en place des actions concrètes.

Questionnaire de repérage

Depuis octobre 2020, des questionnaires visant à repérer les victimes de violences conjugales sont distribués dans les services. Diffusés d'abord aux urgences gynécologiques puis aux urgences adultes et psychiatriques, les questionnaires destinés aux patients, mais également à disposition des personnels, seront prochainement distribués dans l'ensemble des consultations externes. Les assistantes sociales de l'hôpital récupéreront et analysent les réponses qui peuvent être anonymes ou nominatives. Ces retours ont déjà permis d'engager des suivis par l'association *Du côté des femmes*, la permanence juridique ou les assistantes sociales.

Consultations de violences conjugales sans réquisition

A partir du 14 avril, des consultations sans réquisition seront proposées à l'UMJ de Gonesse tous les mercredis après-midi de 14h à 17h. « Ces permanences sont destinées aux victimes de violences conjugales (femmes ou hommes) qui ne souhaitent pas déposer plainte mais qui veulent disposer d'un certificat dressant un état des lieux des violences subies, des conséquences physiques et psychologiques et des impacts sur les victimes associées (enfants) » précise le Dr Laëtitia LASNE, praticien hospitalier à l'unité médico-judiciaire (UMJ), et référente *violences faites aux femmes de l'hôpital*. Ces certificats établis par des médecins peuvent être utiles dans diverses démarches administratives : séparation, mesures de protection ou d'éloignement, demande de logement... Ces examens cliniques et psychologiques pourront donner lieu à des orientations vers des professionnels internes ou externes.

Consultations à l'UMJ sur rendez-vous :

01 34 53 27 45

Les permanences de l'association *Du Côté des femmes*

L'association *Du Côté des Femmes* met à disposition une professionnelle formée à l'accueil et l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et familiales, qu'elles soient physiques (coups, bousculades), verbales (insultes, dénigrement, menaces), psychologiques (humiliations, manipulation émotionnelle, emprise, isolement), sexuelles (harcèlement, viols) ou encore économiques (captation des aides sociales, salaire) et administratives (chantage aux papiers, vols). Nous recevons tous profils de femmes (y compris des personnels) souhaitant une écoute active, des échanges concernant sa relation, aussi bien que des femmes souhaitant se mettre en sécurité.

Plus d'infos :

<http://www.ducotedesfemmes.asso.fr> - 01 82 24 42 34

Numéros et site utiles

Vous êtes victime de violences conjugales ?

Composer le **39 19** du lundi au samedi de 9h à 19h
ou le **17** en cas d'urgence.

Si vous êtes dans l'impossibilité de téléphoner, vous pouvez contacter directement un policier via le Tchat de la police :
<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R50511>



Dr Laëtitia LASNE, référente « lutte contre les violences faites aux femmes » à l'hôpital de Gonesse et Hélène Pavaux, sage-femme coordinatrice de la maternité et membre active du groupe VFF.



Permanence de l'association *Du Côté des femmes* assurée par Mme Alicia WALLET organisée tous les jeudis de 9h30 à 12h30 au 2^{ème} étage de l'hôpital en face de l'ascenseur.

L'excision en question

Le 6 février dernier s'est tenue la journée mondiale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines.

L'occasion de dresser un état des lieux de la situation dans le monde et en France et faire le point sur la prise en charge des femmes excisées, dont la proportion sur notre territoire est particulièrement élevée.

Les mutilations sexuelles féminines désignent toute intervention consistant à léser les organes génitaux de la femme pour des raisons autres que médicales. Elles constituent une violation des droits fondamentaux des femmes et des filles, reconnue au plan international.

État des lieux

A ce jour, l'excision se pratique principalement en Afrique mais aussi au Moyen-Orient et dans certaines communautés d'Asie du Sud et d'Amérique latine. Elle demeure également parmi les populations de migrants vivant en Europe occidentale, en Amérique du Nord et en Australie.

Selon les estimations de l'Organisation Mondiale de la Santé, près de **200 millions** de femmes dans le monde auraient subi une mutilation sexuelle, dont **124 355 en France**, selon les chiffres officiels.

Dans son programme de développement durable lancé en 2015, l'Organisation des Nations Unies appelle à éradiquer les mutilations sexuelles féminines d'ici 2030¹.

Les efforts visant à enrayer ce fléau sont cependant mis à mal par la pandémie de Covid-19, dont les conséquences perturbent le déroulement des programmes de prévention et rendent les fillettes plus vulnérables encore au risque d'excision.

Autre marqueur inquiétant : le recours croissant à la médicalisation des mutilations génitales féminines dans certains pays. « *Le risque est de banaliser l'acte. L'excision ne présente aucun avantage pour la santé, bien au contraire,* » alerte Isabelle GILLETTE-FAYE, directrice générale de la Fédération nationale GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles).

Les conséquences de l'excision

Les mutilations sexuelles féminines exposent les filles et les femmes qui en sont victimes à des risques pour leur santé, dont les conséquences peuvent être mortelles. L'excision peut engendrer des douleurs intenses, des saignements excessifs, des infections et des difficultés à uriner. A plus long terme, elles peuvent mettre en danger la santé sexuelle et reproductive des femmes et induire des troubles psychiques.

Réparation des mutilations sexuelles au Centre Hospitalier de Saint-Denis

14% des patientes qui accouchent à la maternité de l'hôpital de Saint-Denis présentent des mutilations sexuelles, selon les résultats d'un audit interne.

Ces femmes présentent une majoration du risque de complications lors de la grossesse et de l'accouchement. Une consultation exclusivement dédiée a été créée, basée sur une prise en charge personnalisée et pluridisciplinaire, associant psychologue, sexologue, sages-femmes et chirurgiens. Le parcours de soins, qui explore l'ensemble des problématiques liées à l'excision au travers d'une approche globale, propose une reconstruction clitoridienne.

En 2020, **67** femmes ont bénéficié d'une chirurgie réparatrice à l'hôpital Delafontaine, réalisée par le Dr Ghada HATEM ou le Dr Stéphane BOUNAN. Prise en charge par l'Assurance maladie depuis 2004, l'intervention consiste à restaurer l'anatomie et la fonction clitoridienne. Mise au point par le Docteur Pierre FOLDES² auprès duquel l'équipe a été formée, la technique chirurgicale offre des résultats satisfaisants pour une grande majorité de patientes, du point de vue de l'esthétisme, des douleurs, du désir ou encore du plaisir.

Si la chirurgie réparatrice est bénéfique pour de nombreuses femmes, elle n'est pas systématique et est envisagée en fonction du vécu et des besoins de chacune d'elles.

La lutte contre l'excision : une priorité du quinquennat

Près de deux ans après le lancement du plan de lutte contre l'excision par Marlène SCHIAPPA à la maison des femmes de l'hôpital de Saint-Denis, l'un des objectifs prioritaires demeure la sensibilisation. « *Nous menons des actions régulières auprès des établissements scolaires du territoire afin de sensibiliser et alerter les filles quant au risque d'excision auxquelles certaines sont exposées, en particulier lors du retour dans leur pays d'origine à l'occasion des vacances* », explique le Dr Ghada HATEM, fondatrice de la maison des femmes.

Élisabeth MORENO, ministre chargée de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la diversité et de l'égalité des chances, s'est exprimée le 6 février dernier sur cette pratique néfaste, qu'elle considère comme un « *marqueur important des inégalités persistantes entre les hommes et les femmes* ». Elle a réaffirmé son engagement total en faveur de la lutte contre l'excision, souhaitant « *faire de la France un pays exemplaire en la matière* ». Elle a insisté sur l'importance du tissu associatif dont l'action permet de rendre ce fléau visible avant d'appeler à intensifier les efforts face à ce « *combat de tous les instants* ».



Annonce en juin 2019 du plan de lutte contre l'excision par Marlène SCHIAPPA à la maison des femmes du Centre Hospitalier de Saint-Denis, en présence d'Inna MODJA (marraine de la maison des femmes et artiste engagée).

¹ **Objectif 5 de développement durable de l'ONU** : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles »

² **Docteur Pierre FOLDES** : chirurgien urologue français, inventeur d'une technique chirurgicale de réparation des dommages causés par la clitoridectomie

Pays dans lesquels la prévalence des mutilations sexuelles chez les filles et les femmes de 15 à 49 ans est la plus élevée :

▪ Somalie (98 %) ▪ Guinée (97 %) ▪ Djibouti (93 %)

Prise en charge du cancer au GHT

Saint-Denis

Poursuite du partenariat entre l'hôpital de Saint-Denis et l'Institut Curie pour la prise en charge des cancers de la femme (sein, ovaires, utérus)

Le Pr Pierre FUMOLEAU (directeur général de l'Ensemble Hospitalier de l'Institut Curie) et Jean PINSON (directeur général du Centre Hospitalier de Saint-Denis) ont signé le 26 novembre dernier une convention de partenariat entre ces deux établissements, renforçant ainsi la coopération initiée en 2012 en faveur d'une prise en charge d'excellence et de proximité des cancers du sein et cancers des gynécologiques sur le territoire de la Seine-Saint-Denis à l'hôpital Delafontaine.

Des facteurs territoriaux défavorables

En Seine-Saint-Denis, les cancers sont souvent diagnostiqués à un stade plus avancé que dans les autres départements et nécessitent la mise en place de traitements plus longs et difficiles à supporter qu'à un stade précoce. A cela s'ajoute un pronostic moins bon.

Autre fait significatif : dans 50% des cas, la prise en charge médicale s'effectue dans un autre département que la Seine-Saint-Denis, où l'offre de soins est peu accessible et peu connue de la population et du réseau de soins ville-hôpital.

Au vu des enjeux territoriaux, il est indispensable d'encourager le dépistage tout en proposant une offre de soins de qualité, qui soit accessible aux femmes de notre bassin géographique atteintes de cancer.

Un partenariat alliant excellence et proximité des soins

Fortes de leur proximité géographique et de leurs complémentarités, les équipes des deux établissements entendent réduire les inégalités en matière de prise en charge autour de quatre axes majeurs : cancers

du sein, cancers gynécologiques, oncogénétique et essais cliniques. Centre de référence de lutte contre le cancer, l'Institut Curie dispose d'une expertise reconnue en termes d'organisation des parcours de soins, de pluridisciplinarité, d'accès à la recherche et à l'enseignement. C'est en tant qu'établissement expert qu'il intervient dans le cadre de cette coopération.

L'hôpital Delafontaine à Saint-Denis apporte quant à lui sa connaissance du territoire et de ses spécificités socio-culturelles, en tant que centre de proximité. Il possède en outre un plateau technique de pointe pour la prise en charge des cancers et propose aux patientes un parcours de soins de qualité : consultation médicale assurée par un binôme radiologue / chirurgien, prise en charge ambulatoire dans une unité dédiée (chirurgie, chimiothérapie), accès au mammographe, TEP scanner et scintigraphie, pluriprofessionnalité de l'équipe répondant aux recommandations de l'Institut National du Cancer. L'équipe chirurgicale se compose de praticiens de l'Institut Curie.

Dr Laëticia GAUJAL

Chirurgienne gynécologue spécialisée dans la prise en charge du cancer du sein

« Il existe des inégalités d'accès aux soins en Seine-Saint-Denis, où peu de structures publiques proposent une prise en charge de qualité en cancérologie. Ce partenariat a pour double objectif de favoriser un accès précoce aux soins pour augmenter les chances de guérison du cancer et proposer une prise en charge d'excellence grâce à la mutualisation des ressources et des moyens avec l'Institut Curie ».



Signature de la convention de partenariat le 26 novembre 2020 lors d'une cérémonie virtuelle



L'équipe

institut
Curie

Centre Hospitalier de Saint-Denis

Contact

Hôpital Delafontaine
Unité des maladies du sein
06 99 19 80 57
senologie@ch-stdenis.fr





ENTRETIEN avec le Dr Arnaud

PAUWELS

Chef de pôle et chef du service hépato-gastro-entérologie

Un cancer fréquent

Avec plus de 43 000 cas par an en France (une personne sur 20 en sera atteinte au cours de sa vie), le cancer colorectal (CCR) est le second cancer chez l'homme après celui de la prostate et chez la femme après le cancer du sein. C'est une maladie grave avec un taux de mortalité qui atteint 40% mais que l'on peut guérir si elle est dépistée précocement.

En quoi consiste la prise en charge de cette maladie à l'hôpital ?

Devant des symptômes digestifs à caractère inquiétant ou après un test de dépistage positif, le médecin traitant nous adresse directement le patient en consultation de gastroentérologie. Le diagnostic nécessite la réalisation d'une coloscopie, le plus souvent en ambulatoire. Après confirmation par la biopsie, un bilan complémentaire (scanner) est effectué pour préciser le stade du cancer. Le dossier du patient est ensuite présenté et discuté en réunion de concertation pluridisciplinaire (RCP) où sont présents tous les acteurs médicaux de la prise en charge du CCR : cancérologues, chirurgiens, radiothérapeute, spécialistes d'organe, radiologue, anatomopathologiste, équipe mobile de soins et d'accompagnement. En fonction du stade du cancer, de l'âge et des antécédents médicaux du patient, et en accord avec les référentiels nationaux, une proposition thérapeutique est faite, qui peut être par exemple une intervention chirurgicale en cas de cancer localisé ou une chimiothérapie en cas de cancer métastatique. Des stratégies thérapeutiques multimodales, avec recours séquentiel à la chimiothérapie, à la radiothérapie en cas de cancer du rectum, et à la chirurgie, peuvent être également envisagées.

Comment cette maladie peut-elle être dépistée et prévenue ?

Plus la maladie est diagnostiquée précocement, plus les chances de guérison seront grandes. Or le CCR se développe le plus souvent à partir d'un polype (tumeur bénigne). Il s'agit d'une surélévation à la surface de

la muqueuse colique qui peut grossir et se transformer en cancer (tumeur maligne) après 5 à 10 ans d'évolution. Cette petite lésion peut présenter des micro-saignements invisibles à l'œil nu mais détectables par un test. Depuis 2008, il existe en France un dépistage organisé du CCR pour les personnes âgées de 50 à 74 ans. Un courrier leur est adressé tous les deux ans les invitant à prendre rendez-vous avec leur médecin traitant afin que celui-ci leur remette le test et leur en explique les modalités de réalisation. Sur 100 personnes testées, 3 à 5 auront un test positif. Il leur sera alors proposé de faire une coloscopie. Dans environ 5 à 10% des cas, cette coloscopie diagnostiquera un cancer à un stade précoce permettant un traitement efficace et curateur. Mais surtout, dans 50 à 60% des cas, elle montrera un ou des polype(s) qui seront enlevés au cours de la coloscopie, permettant de prévenir une évolution vers le cancer.

Quels sont les facteurs de risque de survenue de ce cancer ?

Des apports alimentaires insuffisants en légumes et en fruits, un excès de viande rouge ou transformée (charcuteries), la consommation d'alcool et de tabac, ainsi que la sédentarité, le surpoids et l'obésité sont des facteurs de risque de survenue d'un CCR.

Ainsi une bonne hygiène de vie associant la pratique régulière d'une activité physique, une alimentation équilibrée, une consommation d'alcool très modérée et l'absence de tabagisme, combinée à un dépistage régulier par test à partir de l'âge de 50 ans, permet de réduire de façon très sensible son risque personnel de CCR.



Une coloscopie à l'hôpital de Gonesse réalisée par le Dr Abdelkrim MEDINI faisant apparaître un polype.

Un nouveau service de pédiatrie / chirurgie pédiatrique à l'hôpital Delafontaine

Le nouveau service de pédiatrie du Centre Hospitalier de Saint-Denis a ouvert ses portes le 12 janvier dernier. Quatorze mois ont été nécessaires à la réfection du plateau d'hospitalisation pédiatrique, qui désormais prend place au 7^{ème} étage du bâtiment B. Le service, qui accueille les enfants et les adolescents âgés de 0 à 15 ans et 3 mois, assure la prise en charge des pathologies médicales et chirurgicales. Doté de 40 lits, il peut recevoir jusqu'à 46 patients si la situation le nécessite.

Un projet de service centré sur l'enfant et sa famille

Les conditions d'accueil de l'enfant et de sa famille sont au cœur du projet de service accompagnant l'installation dans les nouveaux locaux. Afin de maintenir et encourager le lien parent-enfant durant l'hospitalisation, la totalité des chambres sont équipées d'un fauteuil-lit accompagnant permettant à l'adulte de passer la nuit auprès de son enfant, conformément à la Charte européenne des droits de l'enfant hospitalisé.

« L'objectif consiste à réduire autant que possible la cassure avec l'environnement extérieur de l'enfant, qui se produit inéluctablement au moment de l'hospitalisation », explique Anne DOOGHE, cadre supérieure des secteurs Enfant.

Une sécurisation accrue de la prise en charge

Autre objectif ancré au centre du projet : l'amélioration de la sécurité des soins, grâce à la mise en place dans les chambres des petits et les chambres mixtes (adaptables aux petits et aux grands) de scopes reliés au poste de soins. Ce nouveau dispositif contribue à renforcer la surveillance médicale des plus jeunes patients.

Un système de contrôle d'accès par badge et de surveillance visuelle permet également de prévenir tout risque de fugue et se prémunir contre les intrusions au sein du service.

Une réorganisation des compétences

Le nouveau projet de service repose sur le développement des compétences et la polyvalence des membres de l'équipe paramédicale afin d'assurer une répartition équitable de la charge de soins entre tou(te)s. Chaque professionnel(le) s'occupe ainsi des petits comme des grands et de la médecine comme de chirurgie. « Le service est désormais conçu comme une unité unique, au sein de laquelle s'est opéré un décloisonnement des tâches paramédicales », précise Maria MESA, cadre des secteurs Enfant.

Un engagement collectif

La rénovation du service de pédiatrie résulte d'un engagement collectif fort. « Ce projet, qui s'inscrit dans la continuité de ceux menés précédemment (HDJ pédiatrique et USCP), illustre parfaitement les bénéfices du fonctionnement en pôle, dont les acteurs partagent les mêmes valeurs du soin. Nous avons été soutenus et accompagnés tout au long de sa mise en œuvre par la Direction, les services techniques et nos partenaires associatifs, dont certains ont contribué au financement des fauteuils accompagnant. L'interaction entre intervenants pluriprofessionnels, tous tournés vers un même objectif a permis de mener à bien ce chantier. Les conditions d'accueil des patients et de leur famille ainsi que la qualité de vie au travail des professionnels s'en trouvent considérablement améliorées, renforçant par là-même l'attractivité du service », conclut Anne DOOGHE.



L'équipe

Chef de pôle :

Dr Pascal BOLOT

Chef de service de pédiatrie :

Dr Simon ESCODA

Chef de service de chirurgie pédiatrique par intérim :

Dr Pascal BOLOT

Cadre supérieure des secteurs Enfant :

Anne DOOGHE

Cadre de santé :

Maria MESA

Référent administratif de pôle :

Yohann MOURIER



Visite du service par Anne COSTE DE CHAMPERON, sous-préfète de Saint-Denis, avec le Dr Simon ESCODA, chef de service de pédiatrie.

L'offre de soins évolue...

Lancement de l'activité d'hémo-oncologie pédiatrique à Delafontaine

A partir du mois d'avril 2021, l'hôpital Delafontaine accueillera sur le secteur Enfant de jeunes patients pour des soins d'hémo-oncologie pédiatrique.

Des chimiothérapies seront réalisées d'abord en HDJ, puis en pédiatrie, où deux chambres équipées de SAS seront dédiées à cette activité. Un circuit spécifique sera mis en place pour la prise en charge des urgences d'oncologie pédiatrique. Les patients seront directement admis en unité de surveillance continue pédiatrique (USCP).

Ce projet, qui vise à rapprocher le lieu de prise en charge du domicile de l'enfant, implique la formation de toutes les équipes à cette nouvelle activité.

Gonesse

Pédopsychiatrie : les unités adolescents

Le pôle de pédopsychiatrie de Gonesse est composé de 20 unités réparties entre les bébés, enfants, adolescents ainsi que des équipes mobiles et de liaison. Focus sur les unités destinées aux adolescents qui souffrent particulièrement des mesures de restriction liées à la crise sanitaire.



Dr Anne ROZENCWAJG,
Cheffe de pôle de pédopsychiatrie

« Les troubles à l'adolescence sont très particuliers. Depuis plusieurs années, nous avons développé des offres différenciées pour traiter les différentes pathologies et proposer un véritable parcours de soins adapté à chaque jeune. Dans ce cadre, le dialogue et la complémentarité entre les équipes sont essentiels ».



Christophe VANDENEYCKEN,
Cadre paramédical du pôle de pédopsychiatrie

« Il n'y a pas de procédure uniformisée en pédopsychiatrie : nous organisons le parcours de soins au cas par cas pour personnaliser les solutions pour les adolescents. Les équipes de l'ensemble des unités sont pluridisciplinaires ».

L'équipe de liaison

Cette équipe assure les prises en charge dans le service de pédiatrie des jeunes hospitalisés pour des raisons psychiatriques et assure un suivi post hospitalisation pouvant déboucher sur diverses orientations.

L'unité temps plein ados

- Unité d'hospitalisation de 8 lits avec plus de 20 professionnels mobilisés pour assurer une présence 7 jours sur 7 et 24h sur 24.
- Prise en charge de plusieurs mois pour des problèmes psychiatriques avérés, souvent avec des problématiques sociales importantes.

Centre de jour

Situé à côté de l'UMJ, cette unité propose un accueil de jour où les jeunes passent entre 2 et 4h pour des activités de médiation proposées en groupe pour favoriser la socialisation : théâtre, cuisine, art thérapie.

5 Centres Médicaux Psychiatriques (CMP)

Situés à Louvres, Fosses, Gonesse, Garges-les-Gonesse et Sarcelles, les CMP assurent des suivis ambulatoires et proposent consultations et travaux de groupe. Les patients sont souvent orientés par des partenaires extérieurs comme les établissements scolaires.

Consultations spécifiques ados

Ces consultations sont assurées par des pédopsychiatres et des psychologues travaillent en lien étroit avec les autres unités qui leur orientent des patients. Les professionnels travaillent souvent en temps partiel dans d'autres services de pédopsychiatrie ce qui crée du lien entre les équipes.

Unité mobile ados

Cette unité traite essentiellement les adolescents qui sont isolés et/ou déscolarisés et qui développent des phobies scolaires. Les équipes mènent régulièrement des visites à domicile et travaillent en partenariat étroit avec les établissements scolaires et l'inspection académique sollicitant l'intervention de l'unité.

La maison des ados

Créée en 2013 sous sa forme actuelle (rattachée au pôle de pédopsychiatrie mais située à l'extérieur de l'hôpital), la maison des ados est une porte pour un accès aux soins. L'équipe composée d'un pédopsychiatre, d'une psychologue, d'une infirmière et d'une éducatrice, accueille sur place les jeunes de 11 à 21 ans, sur site, dans les établissements scolaires, et propose des accueils spécifiques sur différentes thématiques (surpoids...). Elle propose une écoute, un suivi ou un accompagnement, et non une prise en charge comme en hospitalisation.



La France a observé en 2020 une **diminution de 25% des greffes d'organes et de tissus** au regard de l'année précédente, selon les chiffres publiés par l'Agence de biomédecine. **4 417 greffes** au total ont été réalisées grâce à **1 355 donneurs décédés** et **400 donneurs vivants**.

Les effets délétères de la pandémie sur l'activité de prélèvement

Les contraintes induites par la crise sanitaire ont conduit les établissements de santé à différer certaines transplantations, en particulier les greffes rénales et tissulaires, suspendues lors de la première vague.

Si tous les organes ont été touchés l'an passé par cette diminution, on observe néanmoins des variations notables. Le cœur a ainsi enregistré une baisse d'environ 13 %, contre - 17% pour le foie, - 26 % pour le poumon, - 29 % pour le rein et - 60 % pour le pancréas. Les greffes réalisées à partir de donneurs vivants ont quant à elles baissé de 24 %.

Malgré ces difficultés, les « super-urgences » cardiaques ont quasiment toutes été assurées durant la crise sanitaire.

GHT Plaine de France : le bilan 2020

La coordination hospitalière des dons d'organes et de tissus de l'hôpital de Saint-Denis coordonne et anime un réseau de coopération composé de 6 établissements publics et privés, qui identifient les donneurs potentiels mais ne détiennent pas l'autorisation de prélever. Les prélèvements sont donc réalisés sur le site de Saint-Denis, à l'hôpital Delafontaine.

En 2020, la coordination a recensé 27 donneurs potentiels sur l'ensemble du réseau, ayant abouti à 7 procédures de prélèvement sur donneurs en état de mort encéphalique (dont 2 ont été réalisées durant la première vague Covid), grâce auxquelles ont pu être greffés 5 reins, 4 foies, 1 cœur, 3 poumons et 5 cornées.

La sensibilisation du grand public demeure une priorité, le taux d'opposition étant particulièrement élevé au sein de notre réseau. Il s'élève en 2020 à 59,2% contre 33% au niveau national.

+ d'infos sur le don d'organes
www.dondorganes.fr

agence de la
biomédecine

Je consulte le site de l'Agence de la biomédecine pour trouver toutes les réponses à mes questions :

- Qu'est-ce que le consentement présumé ?
- Que dit la loi ? ▪ Le don du vivant ▪ Vivre après la greffe
- Je ne veux pas donner mes organes après ma mort.
- Comment exprimer mon refus ?

Dr Nathalie MÉMAIN

Responsable de la coordination des dons d'organes et de tissus du Centre Hospitalier de Saint-Denis

« La greffe est aujourd'hui le seul traitement efficace pour les patients en attente d'un greffon. Elle permet une amélioration considérable de la qualité de vie pour les personnes en insuffisance rénale chronique et représente du point de vue économique l'alternative thérapeutique la plus adaptée, offrant le meilleur rapport coût/efficacité ».

L'Assistance Médicale à la Procréation (AMP) à Saint-Denis : le centre Delafontaine-Drouot

L'infertilité est définie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) par l'incapacité à concevoir un enfant après 1 an ou plus de rapports sexuels réguliers non protégés pour les femmes de moins de 35 ans et après 6 mois au-delà de 35 ans.

Elle touche **10 à 15%** des couples, soit près d'1 couple sur 6. Les chances de concevoir un enfant diminuant avec l'âge, les femmes âgées de plus de 35 ans doivent consulter un médecin après 6 mois de tentatives infructueuses. Une prise en charge médicale permet d'apporter une solution dans un certain nombre de cas.

Notre offre de soins

Le centre d'AMP Delafontaine-Drouot propose une **prise en charge globale et personnalisée**. Les patientes bénéficient de l'expertise d'une **équipe pluriprofessionnelle** composée de médecins, sages-femmes, infirmière, psychologue, sexologue ou encore professeure de yoga.

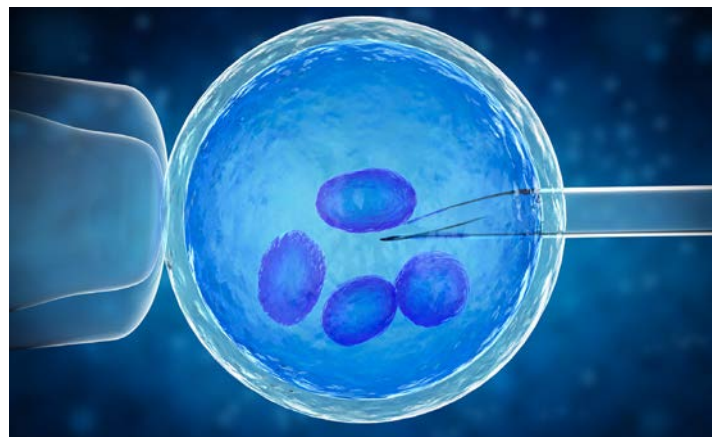
Conditions et parcours de soins

L'AMP s'adresse aux **femmes âgées de 18 à 43 ans**.

Elle est aujourd'hui réservée aux couples hétérosexuels.

L'AMP est **remboursée à 100%** par l'Assurance maladie pour les couples disposant d'une couverture sociale, dans une limite de **4 tentatives**.

Après une consultation avec un gynécologue référent spécialisé, un bilan de fertilité est prescrit au couple. En fonction des résultats, une **prise en charge adaptée** est ensuite proposée : rapports programmés, insémination intra utérine, FIV, don de gamètes...



Pour toute question
ou prise de rendez-vous

E-mail. centre.pma@ch-stdenis.fr

Tél. 01 42 35 62 12

(messagerie vocale => laissez vos coordonnées complètes)



Dr Coline CHAO

Responsable de l'unité d'AMP de Saint Denis

« En cas de difficulté à concevoir un enfant, ne pas hésiter à consulter ! Mieux vaut trop tôt que trop tard. L'équipe est là pour répondre à vos questions et vous accompagner dans un parcours long et éprouvant. A moyen terme, des perspectives d'agrandissement du centre sont prévues pour offrir une prise en charge optimale au sein de notre département ».



Un acteur essentiel pour faire reculer la dénutrition !



ENTRETIEN avec Clothilde

BRAULT

DIÉTÉTICIENNE HOSPITALIÈRE

Pouvez-vous nous expliquer en quelques mots votre parcours et votre poste actuel ?

Diplômée en 2014, j'ai commencé à travailler en janvier 2015 au Centre Hospitalier de Gonesse. J'ai pu exercer dans divers services avant d'être la diététicienne référente en cardiologie. Je travaille également dans le service de Soins de Suite de Réadaptation Gériatrique. Depuis 2016, je suis membre actif du Comité de Liaison Alimentation et Nutrition (CLAN).

Quelle place occupe la lutte contre la dénutrition dans votre quotidien de diététicienne ?

La dénutrition est une thématique omniprésente ; au quotidien, c'est une préoccupation majeure. Les motifs qui initient la prise en charge nutritionnelle sont liés à une pathologie initiale et/ou liés à un contexte social défavorisé (dans notre bassin de vie, la précarité est fréquente).

Comment agissez-vous concrètement pour lutter contre la dénutrition ?

Mon action se situe à plusieurs niveaux :

- Auprès des patients hospitalisés, sur prescription médicale, je m'entretiens avec le patient : estimation des apports nutritionnels, évaluation des capacités à s'alimenter (dentition, déglutition), évaluation d'un handicap moteur et/ ou cognitif, recueil des attentes, souhaits, aversions du patient, etc. Cette approche me permet de formuler un diagnostic diététique individualisé. J'adapte les menus et assure la traçabilité et le suivi quotidien au moment du repas. Cela me permet d'évaluer et de réajuster la stratégie diététique, de stimuler le patient, d'accompagner le personnel soignant mais aussi les familles. J'évalue ces adaptations par le suivi du poids et d'autres marqueurs de la dénutrition.

- Auprès des familles, dont le rôle est majeur dans la prise en soin de la dénutrition : je leur apporte des conseils pour le retour au domicile ou lors d'un placement et assure ainsi une continuité dans le soin diététique en transmettant la synthèse de soin nutritionnel à la structure d'aval.
- Auprès du personnel soignant, par le biais de formations, de journées de sensibilisation, d'ateliers autour de la dénutrition. J'interviens aussi lors de la formation initiale des aides-soignants.
- Auprès de l'institution, pour la valorisation de la dénutrition (codage), en alertant le Département d'Information Médicale (DIM) par le biais du dossier diététique du patient.

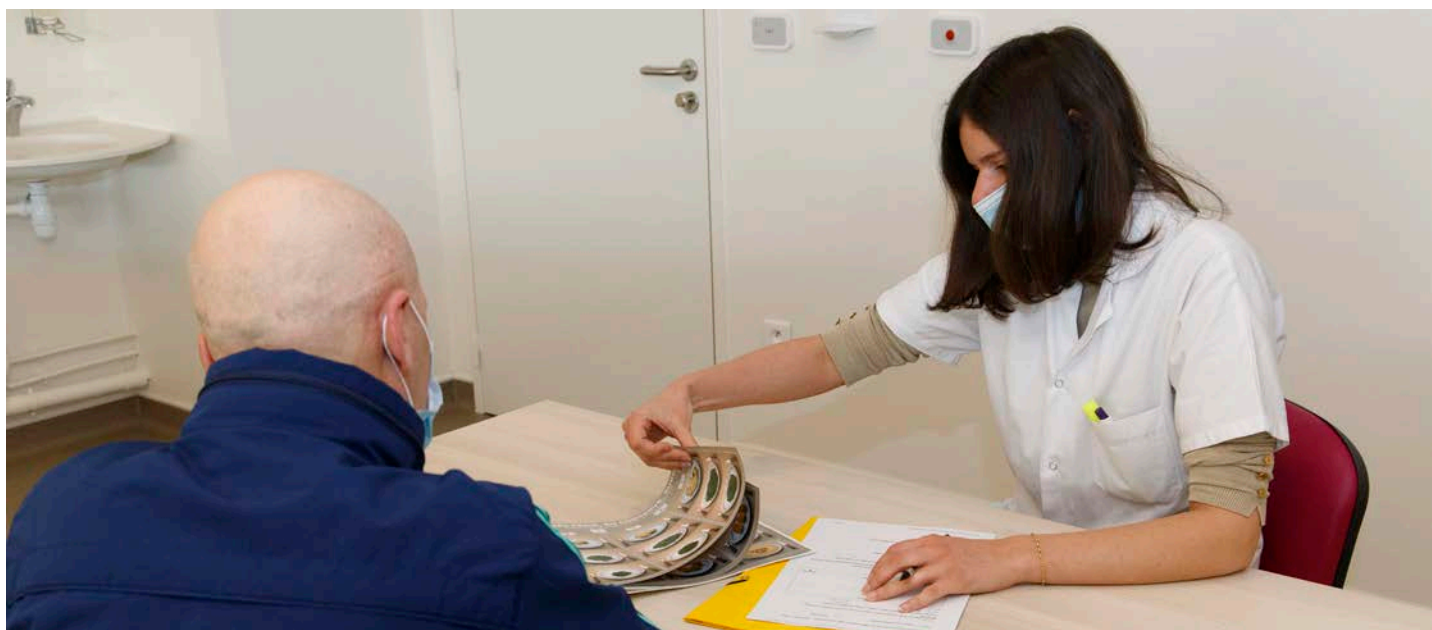
Quels sont vos partenaires dans cette mission ?

La prise en charge de la dénutrition ne peut se faire qu'en pluridisciplinarité avec les médecins, les infirmières, les aides-soignantes, les kinésithérapeutes, les ergothérapeutes et la psychologue, sans oublier les familles, le personnel de restauration et avec l'appui du CLAN (comité de liaison Alimentation-Nutrition).

Quelles propositions feriez-vous pour améliorer la prise en soins dans votre établissement ?

J'aimerais que ma pratique évolue au sein de l'hôpital vers plus de sensibilisation et de formation des soignants. Mais elle doit également évoluer en dehors de l'hôpital tant en aval de l'hospitalisation qu'à la sortie du patient avec :

- la possibilité de travailler sur la prévention de la dénutrition au domicile,
- un suivi diététique systématique et régulier après la sortie,
- une sensibilisation de la population générale sur la dénutrition.



F Nos centres de Formation

Saint-Denis / Gonesse



Christophe DÉMOCRITE,

Directeur des soins
Coordinateur des
Instituts des formations
paramédicales du GHT
Plaine de France

« Les Instituts de formation en soins infirmiers (IFSI), les Instituts de formation des aides-soignants (IFAS) des hôpitaux de Gonesse et Saint-Denis et l'école de puériculture de Saint-Denis offrent de bonnes conditions d'enseignement et de professionnalisation pour des **métiers d'avenir** sans problème d'employabilité. Des métiers à la fois techniques et centrés sur la relation aux autres, pour répondre aux besoins de santé des personnes et de la population.

Les centres de documentation, les infrastructures numériques, les nouveaux outils pédagogiques (mannequins, salle de simulation) et surtout l'équipe des formateurs, très disponibles, pour accompagner les étudiants individuellement et collectivement à travers les travaux pratiques et les travaux dirigés, permettent aux étudiants d'assimiler des connaissances académiques et du cœur de métier, en complément des **apprentissages de terrain** acquis en stage, dont la moitié sont réalisés dans les hôpitaux du groupement.

Avec 30 chambres d'internat à Gonesse, un partenariat avec le Crous à Saint-Denis, des espaces de détente ou encore une **bonne accessibilité** en transport en commun, nos instituts à **échelle humaine** proposent de **nombreux avantages** aux étudiants. L'équipe administrative accueille et informe les étudiants sur tous les aspects de la vie dans les instituts de formation. Outre la formation initiale, nous développons la formation professionnelle continue (préparation aux sélections d'entrée en IFSI, IFAS et école de puéricultrice, remise à niveaux, analyse des pratiques professionnelles, assistance de soins en gériatrie...) et les formations de simulation en interprofessionnelle et interdisciplinaire, pour permettre aux personnels de l'hôpital de monter en compétences à travers **une méthode pédagogique innovante** et aux étudiants en formation d'apprendre au contact de différents professionnels. Les étudiants et élèves participent à des programmes de santé publique de la population, dans le cadre du service sanitaire en partenariat avec les Centres Hospitaliers, des écoles, lycées et associations du territoire. Enfin, nous avons mis en place la mobilité internationale pour nos étudiants avec le programme ERASMUS +.»



Instituts des formations paramédicales de Saint-Denis

du Centre Hospitalier de Saint-Denis
2, rue du Docteur Delafontaine,
93 200 Saint-Denis

☎ 01.42.35.64.73 🌐 ifsi-ifas-puer-saintdenis.fr/ 📘 facebook.com/IFSI-du-Centre-Hospitalier-de-Saint-Denis-page-officielle



Instituts des formations paramédicales Albert Schweitzer

du Centre hospitalier de Gonesse
2, boulevard du 19 mars 1962
95 500 Gonesse

☎ 01.34.53.20.27 🖨 01.34.53.27.26 🌐 https://www.ifas-ifs-gonesse.fr/ 📘 https://www.facebook.com/ifs.gonesse.9 📷 ifsigonesse

Le GHT Plaine de France recrute !

Postes médicaux à pourvoir dans différentes spécialités

Centre Hospitalier de Saint-Denis

- Anesthésie
- Gynécologie-Obstétrique
- Hépato-gastroentérologie
- Maison des femmes
- Néonatalogie
- Pharmacie
- Urgences adultes
- SMUR
- Soins de suite polyvalents

Les candidatures sont à adresser à :
anne.boulogne@ch-stdenis.fr

Centre Hospitalier de Gonesse

- Médecine intensive – Réanimation
- Médecine interne et maladies infectieuses
- Pédiopsychiatrie
- Psychiatrie adulte

Les candidatures sont à adresser à :
virginie.tadount@ch-gonesse.fr

Postes paramédicaux

Centre Hospitalier de Saint-Denis

- Aides-soignants
- Auxiliaires de puériculture
- Infirmiers
- Infirmiers de bloc opératoire (IBODE)
- Infirmiers anesthésistes (IADE)

CV et lettre de motivation à adresser à Madame
Chantal MILLIET / Coordinatrice générale des soins
Email : hsd-ds@ch-stdenis.fr

Centre Hospitalier de Gonesse

- Aides-soignants (nuit)
- Infirmiers (jour et nuit)
- Infirmiers de bloc opératoire (IBODE)
- Infirmiers anesthésistes (IADE)

CV et lettre de motivation à adresser à Madame
Chantal MILLIET / Coordinatrice générale des soins ou
Madame Valérie CÉPHISE / Cadre Supérieure de Santé
Email : stephanie.delhomme@ch-gonesse.fr

Autres postes

Centre Hospitalier de Saint-Denis

- Psychologue en neurologie

CV et lettre de motivation à adresser à :
hsd-neuro@ch-stdenis.fr

Postes administratifs et techniques :

- Adjoints administratifs (urgences adultes, urgences maternité, facturation externe)

CV et lettre de motivation à adresser à :
patricia.lecourt@ch-stdenis.fr

- Électricien
- Ingénieur en bâtiment

CV et lettre de motivation à adresser à :
emmanuel.duchamp@ch-stdenis.fr

- Technicien d'information médicale

CV et lettre de motivation à adresser à :
philippe.heurte@ch-stdenis.fr

Centre Hospitalier de Gonesse

- Gestionnaire Paie / Carrière au sein de la DRH

CV et lettre de motivation à adresser à :
varinderjit.singh@ch-gonesse.fr

- Adjoint administratif - Secrétaire médico-social
- Assistant socio-éducatif

CV et lettre de motivation à adresser à :
harinavaly.rajoharivelo@ch-gonesse.fr

- Assistant socio-éducatif (CAMSP)

CV et lettre de motivation à adresser à :
christine.demarty@ch-gonesse.fr

- Secrétaire médicale

CV et lettre de motivation à adresser à :
celine.legal@ch-gonesse.fr

- Agent de sécurité SSIAP 1 / 2

CV et lettre de motivation à adresser à :
hemza.belarbi@ch-gonesse.fr



Centre Hospitalier de Saint-Denis

Consultations disponibles

Rendez-vous patients et adressage
par des professionnels :

- Scanner sans injection
- Mammographie



Centre Hospitalier de Gonesse

Consultations disponibles

Rendez-vous patients et adressage
par des professionnels :

- Gynécologie-obstétrique
- Chirurgie urologique, viscérale, bariatrique

Adressage par des professionnels :

- Rhumatologie



La prochaine fois, prenez rendez-vous sur *Doctolib*



Rendez-vous
en 1 clic



Rappels par SMS
et par email



Historique de
vos rendez-vous



Documents
médicaux en ligne

Connectez-vous sur www.doctolib.fr
ou téléchargez l'**application mobile**.